



Un 1^{er} mai dans une année de lutte

Le 1er mai est une journée de lutte internationale pour la justice sociale et de solidarité. C'est un symbole toujours vivant. Cette journée n'est pas « la fête du travail ». Ce n'est pas « juste un jour chômé ». Car il s'inscrit dans une histoire sociale : le 1er mai 1886, les travailleuses et travailleurs de Chicago et de tous les Etats-Unis se levaient pour réclamer plus de justice sociale, un temps de travail réduit, des conditions de travail décentes, bref une vie digne d'être vécue. La police leur répondait par les armes, tuant plusieurs dizaines de manifestant-es.

Ce jour est un moment de solidarité entre tous ceux et toutes celles qui luttent pour leurs droits : comme ces dernières semaines en Algérie, avec les enseignant-es polonais-es en grève depuis un mois, les travailleurs-euses du Brésil face à la dictature de Bolsonaro, en Turquie, en Palestine, en Hongrie, les travailleur-euses sans papiers ici en France qui veulent l'égalité des droits et être régularisé-es...

Ici en France, des mois de mobilisation

Les annonces fuitées de Macron, suite à un grand débat tronqué ne répondent pas à nos exigences de fond ni à celles qu'ont exprimées les Gilets jaunes :

- Il préserve **une politique fiscale** au profit des grandes richesses et des grandes entreprises, ce qui conduit à une baisse des ressources pour la collectivité toute entière.
- Ses mesures en faveur du **pouvoir d'achat** n'ont touché qu'une partie des salarié-es et ne constituent pas une garantie durable parce que ce ne sont pas des **augmentations de salaires**. Nous ne mendions pas, nous voulons des salaires dignes pour une vie digne.
- Il continue **l'exploitation intensive des ressources** et contribue à détruire la planète tout en faisant croire à une politique « écologique » qui n'en a que le nom, malgré l'urgence climatique et les milliers de manifestant-es pour qui l'écologie est un enjeu de mobilisation internationale.
- Il parle de moratoire sur la suppression des hôpitaux et des écoles, mais pas de rétablir ce qui a été supprimé, ni de développer le tissu social que constituent des **services publics de proximité**.
- Ses projets de réforme s'attaquent à ce que sont nos droits, conquis de haute lutte : **statut de la fonction publique** et indépendance de ses missions vis-à-vis du secteur privé, réforme des **retraites** qui va légitimer une baisse des pensions, augmentation du **temps de travail**, droit à l'indemnisation quand on est au **chômage**...
- Il veut maintenir l'ordre social, briser la contestation et ne cesse de rogner les **libertés**. Il justifie l'utilisation d'armes qui blessent, mutilent et tuent en manifestation et dans les quartiers populaires. Sa répression est mise en cause par le Défenseur des droits et par des institutions internationales.

Cette politique qui se maintient en dépit de la colère populaire alimente encore le désarroi et pousse une partie de la population dans les bras de l'extrême droite, alors que cette dernière a toujours été l'ennemie des salarié-es. **Macron a beau jeu de se présenter comme rempart, ses mesures sont antisociales, sa politique migratoire est raciste.**

Se mobiliser plus, tous et toutes ensemble

Pour l'Union syndicale Solidaires, nous voulons faire de ce 1er mai une étape importante pour imposer une autre politique, basée sur la justice sociale, fiscale et écologique, pour l'égalité des droits, pour les libertés et contre les violences policières. Nous pensons que le syndicalisme doit se regrouper pour ces objectifs et nous appelons à manifester avec la CGT, FO et la FSU. Nous voulons aussi agir avec tous ceux et toutes celles qui les partagent, c'est ce que nous avons fait en manifestant avec les Gilets jaunes.

Retrouvons-nous le 1er mai pour montrer notre détermination, notre volonté de construire une société qui ne soit pas celle de la loi du fric. Un monde solidaire, qui ne s'arrête pas à nos frontières !

Communiqué de l'Union syndicale Solidaires

Paris, le 26 avril 2019 / 03-2019

Le bureau national **SUD-Solidaires BPCE** : Jérôme Bonnard – Gabriel Breuillat – Fabien Cloirec – Chrystelle Dechâtre-Bonnard – Jean Feuz – Mélissa Hilaire – Alain Quesne